

**CENTRE DE TRADUCTION ET DE
TERMINOLOGIE JURIDIQUES (CTTJ)**

Faculté de droit
Université de Moncton, campus de Moncton

**RAPPORT ANNUEL
au 30 avril 2015**

**PRÉSENTÉ AU
SÉNAT ACADÉMIQUE**

Téléphone : 506-858-4145 Télécopieur : 506-858-4102
Courriel : cttj@umoncton.ca Site Web : www.cttj.ca

1. BILAN

a) *Objectifs fixés pour 2014-2015 et résultats obtenus*

(i) **Poursuivre l'œuvre de francisation et d'uniformisation du vocabulaire de la common law.**

- Dans le cadre du réseau des centres de jurilinguistique rattachés aux universités de Moncton, d'Ottawa, McGill et de St-Boniface, nous avons parachevé les travaux de normalisation du vocabulaire français de la common law qui étaient en cours en **droit de la famille**, ce qui a abouti à la publication d'une 2^e édition augmentée du *Lexique du droit de la famille (common law)* dans la série des bulletins de terminologie du Bureau de la traduction du Canada. Nous avons aussi commencé à établir une terminologie normalisée dans le domaine de la **résolution extrajudiciaire des différends**. Le CTTJ coordonnait, en plus, ces travaux pour le réseau.
- Nous avons effectué des travaux d'épuration qui ont rendu possible l'accès gratuit universel à JURITERM, la banque terminologique de la common law du CTTJ, consultable sur le site Web du CTTJ. La gratuité de JURITERM a fait la manchette sur le site Internet du Portail linguistique du Canada. Nous avons en outre poursuivi les travaux de révision et d'enrichissement de JURITERM. Nos recommandations paraissent également dans la banque de terminologie TERMIUM du gouvernement fédéral.
- Nous avons collaboré à l'élaboration d'une deuxième édition revue et augmentée de l'ouvrage *La common law de A à Z*.

(ii) **Travailler à l'avancement de la jurilinguistique française.**

- Le Centre a poursuivi la rédaction du *Juridictionnaire* (recueil des difficultés et des ressources du français juridique). Le *Juridictionnaire* est consultable gratuitement en ligne sur le site du CTTJ et figure également parmi les aides à la rédaction sur le site de TERMIUM PLUS. Selon les statistiques récentes du Bureau de la traduction du Canada, le *Juridictionnaire* figure au deuxième rang parmi les 16 outils linguistiques disponibles sur leur site Web.
- Le Centre a poursuivi la diffusion des *Actualités jurilinguistiques* sur son site Web. En outre, afin de mieux faire connaître les travaux effectués en matière de normalisation du

vocabulaire français de la common law, le CTTJ a rédigé et versé sur son site Web une description des travaux terminologiques et une première bibliographie sur la normalisation et continue d'afficher les dossiers d'analyse au fur et à mesure des travaux accomplis. La directrice du Centre a aussi commencé à exploiter le réseau professionnel LinkedIn afin d'assurer une plus large diffusion et un meilleur partage des nouvelles et des ressources provenant du CTTJ et des autres membres du Réseau des centres de jurilinguistique.

(iii) Apporter une aide aux personnes soucieuses de s'exprimer correctement en français juridique.

- Le Centre a fourni des services d'aide à la rédaction juridique et donné des séances d'information sur les outils disponibles à cette fin.

(iv) Contribuer de façon générale à l'avancement du bilinguisme officiel dans les secteurs public et privé.

- Le Centre a continué d'être le principal traducteur, pour le compte du gouvernement du Nouveau-Brunswick, des **décisions de justice** publiées dans les deux langues officielles. Parmi ses autres travaux à contrat, il a aussi traduit plusieurs **lois, règlements et règles**, notamment pour le compte du gouvernement de la Saskatchewan et de divers ordres professionnels, ainsi que des **arrêtés municipaux**, et fourni des **services d'expert** en jurilinguistique, notamment au gouvernement de la Colombie-Britannique et au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien concernant les accords avec des peuples autochtones.

(v) Collaborer avec d'autres organismes à la réalisation d'objectifs communs.

- Le Centre a collaboré avec les trois autres centres de jurilinguistique au pays, notamment en matière de formation en justice, de normalisation du vocabulaire français de la common law et de diffusion des outils jurilinguistiques.
- Le Centre a continué de s'intéresser de près au développement de la profession et de l'industrie langagières au Nouveau-Brunswick et au Canada, notamment par sa participation au sein de la Corporation des traducteurs, traductrices, terminologues et interprètes du Nouveau-Brunswick.
- Le Centre a participé aux réunions du **Réseau national de formation en justice**, du comité de gestion de l'**Observatoire international des droits linguistiques**, du **Comité consultatif sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles**, du **Comité de la bibliothèque Michel-Bastarache**, du **Comité directeur des travaux de normalisation**, du **Comité de normalisation** et du **Comité pour l'excellence en français juridique**.
- Le Centre a collaboré avec la Bibliothèque Michel-Bastarache à l'intégration de la common law en français au Répertoire des vedettes-matière de l'Université Laval.
- Le Centre a collaboré avec le **Centre Paul-André Crépeau de droit privé et comparé** dans l'organisation du **8^e Institut d'été de jurilinguistique** et y a donné une communication.

- Le Centre a fourni à l'Université des services de présidence d'assemblée pour les réunions du Sénat académique.

b) *Mandat du Centre*

Créé par la Faculté de droit en 1979, le CTTJ a pour mission de travailler à l'aménagement du français juridique au Canada par la production de documents et d'outils qui facilitent l'apprentissage et l'exercice de la common law en français.

Le CTTJ assure ainsi aux collectivités francophones du pays un accès accru aux services juridiques dans leur langue, tout en collaborant, à l'échelle mondiale, à l'avancement du français dans les institutions juridiques et les échanges commerciaux.

c) *Ressources humaines et infrastructure*

Gérard Snow, C.M., trad. a., avocat, a occupé les fonctions de directeur du Centre pour la période du 1^{er} mai au 30 juin 2014 et **Karine McLaren**, LL.B., B.Trad., avocate, a été nommée directrice le 1^{er} juillet 2014. **Cécile Bourque** était responsable des services administratifs. Avec la doyenne de la Faculté, ils formaient le **comité de gestion**.

Gérard Snow occupait en outre les fonctions de terminologue principal et collaborait aux travaux de révision et de traduction. **Karine McLaren**, avocate, était traductrice et chercheure.

Nadine Langis, trad. a., était traductrice et juriste-conseil. **Micheline Boudreau** était traductrice et aide-terminologue. **Denise Richard-LeBlanc**, trad. a. assurait la révision des décisions de justice avec la collaboration de Nadine Langis. **Catherine Boulet**, B.Trad., assurait les services de relecture. Le secrétariat était assuré par **Debbie Maillet**. Un ancien employé, **Jacques Picotte**, trad. a., a poursuivi la rédaction du *Juridictionnaire*.

Le CTTJ collabore en outre avec un réseau de jurilinguistes, qui effectuent des travaux de recherche et de traduction à titre de consultants ou de pigistes. Le Centre a travaillé à élargir ce réseau cette année.

Le Centre était conseillé par un **comité d'orientation** présidé par la doyenne de la Faculté de droit. Le comité était composé, en outre, du vice-doyen de la Faculté, du directeur du CTTJ, du directeur de l'Observatoire international des droits linguistiques, de la directrice du Département de traduction et des langues, d'une représentante du personnel du CTTJ, d'une représentante du corps professoral de la Faculté et de représentants des associations de juristes francophones du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, du Barreau du Nouveau-Brunswick et du ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse et d'une représentante de l'Office des affaires acadiennes de la Nouvelle-Écosse.

Installé au troisième étage du pavillon Adrien-J.-Cormier, le CTTJ a accès à une technologie de pointe et à une vaste documentation.

d) *Activités de recherche et de développement*

(i) **Programmes et projets principaux de recherche et de développement**

Grâce au soutien financier de Justice Canada, le CTTJ a pu continuer d'élaborer une terminologie française de la common law, notamment en participant aux travaux de normalisation à l'échelle nationale, en enrichissant sa banque de terminologie, en poursuivant la rédaction du *Juridictionnaire* et de *La common law de A à Z* et en actualisant ses produits.

(ii) **Diffusion de la recherche**

Les produits suivants peuvent être consultés sur le site du CTTJ (www.cttj.ca) :

- (1) **JURITERM** (banque terminologique de la common law), qui compte plus de 18 000 entrées consultables gratuitement sur ordinateur personnel ou appareil mobile.
- (2) Le *Juridictionnaire* (recueil des difficultés du français juridique). Disponible en outre sur TERMIUM PLUS.
- (3) Le *Répertoire des appellations en usage dans les régimes de common law* (anglais-français).
- (4) Les *Actualités jurilinguistiques*.
- (5) La *Liste d'outils linguistiques pour la traduction juridique au Canada*.
- (6) La *Bibliographie des monographies et articles sur la jurilinguistique française*.
- (7) Les dossiers terminologiques servant aux travaux de normalisation.

e) *Autres activités*

À l'invitation de l'**Institut de recherche en droit international et européen de la Sorbonne**, à Paris, la directrice a donné, en décembre 2014, une communication sur les outils jurilinguistiques en matière de common law en français et les techniques de production des lois bilingues, dans le cadre d'un colloque sur le multilinguisme dans l'Union européenne.

En plus d'effectuer des travaux de recherche, le CTTJ fournit à contrat des services de traduction, d'adaptation et de consultation comme ceux mentionnés plus haut.

f) *Financement*

Les travaux de **recherche et de publication** sont subventionnés, pour la plupart, par le ministère de la Justice du Canada dans le cadre du Fonds d'appui à l'accès à la justice, tandis que les services de **traduction et d'expertise** sont généralement fournis à contrat. Les recettes du CTTJ au dernier exercice ont été de 225 085 \$ en subventions et de 706 786 \$ en contrats, pour un total de 931 871 \$.

2. PERSPECTIVES D'AVENIR

Le CTTJ prévoit poursuivre dans la voie actuelle, contribuant toujours à la promotion de l'égalité linguistique et à l'aménagement du français en matière de services juridiques. En outre, il travaille actuellement sur un projet de programme de séminaires pratiques pour les membres des professions jurilinguistiques. Si le financement nécessaire lui est accordé par Justice Canada, le CTTJ aura l'occasion de s'établir comme chef de file dans ce domaine.

3. OBJECTIFS POUR L'ANNÉE 2015-2016

- a) *Poursuivre l'œuvre de francisation et d'uniformisation du vocabulaire de la common law.*
- (i) Le Centre continuera de collaborer aux travaux de normalisation PAJLO et de coordonner ces travaux à l'échelle nationale.
 - (ii) Le Centre continuera d'enrichir son fonds terminologique à la lumière, notamment, des travaux de normalisation, et de le diffuser sur JURITERM.
 - (iii) Le Centre continuera de collaborer avec la Bibliothèque Michel-Bastarache à l'intégration de la common law en français au Répertoire des vedettes-matière de l'Université Laval.
- b) *Travailler à l'avancement de la jurilinguistique française.*
- Le Centre collaborera à la mise au point de la 2^e édition de *La common law de A à Z* et continuera de diffuser les *Actualités jurilinguistiques* et les listes bibliographiques. Il continuera en outre de collaborer à l'alimentation du portail Jurisource.ca et de participer à l'Institut d'été de jurilinguistique.
- c) *Apporter une aide aux personnes soucieuses de s'exprimer correctement en français juridique.*
- Le Centre continuera de fournir des services d'aide à la rédaction juridique.
- d) *Contribuer de façon générale à l'avancement du bilinguisme officiel dans les secteurs public et privé.*
- Le Centre continuera de fournir des services de traduction, d'adaptation, de révision et de conseil.
- e) *Collaborer avec d'autres organismes à la réalisation des objectifs.*
- Le Centre continuera de collaborer avec l'Observatoire international des droits linguistiques, la Bibliothèque Michel-Bastarache, les autres centres de jurilinguistique et ses partenaires du Regroupement national de formation en justice, et de s'intéresser au développement de la profession et de l'industrie langagières au Nouveau-Brunswick et au Canada.
- f) *Analyse des besoins, évaluation des produits et indicateurs de rendement*
- Avec l'aide d'un consultant, le Centre effectuera cette année une analyse des besoins de sa clientèle cible et une évaluation de ses produits et travaillera à l'élaboration d'indicateurs de rendement. Cet exercice lui permettra de mieux cerner ses orientations dans le cadre de sa mission.

4. REMERCIEMENTS

Nous remercions l'Université et la Faculté de droit ainsi que Justice Canada de leur appui indéfectible aux travaux du CTTJ dans le domaine de la jurilinguistique appliquée. C'est avec beaucoup de satisfaction que nous constatons que nos travaux servent, de par leur qualité et leur utilité, au rayonnement de notre université et à l'avancement de la société acadienne et de la francophonie canadienne, tant sur le plan pancanadien qu'à l'échelle internationale.

La directrice du CTTJ,


Karine McLaren

